

# Aujourd'hui, un «Libé» sans photo

**M**algré les apparences, le numéro spécial que vous avez entre les mains n'est pas tout à fait un journal sans image. C'est un *Libération* où la photo a été volontairement escamotée. Du blanc en hauteur ou en largeur, comme le négatif d'images invisibles et pourtant bel et bien là. Cette nuance a son importance. *Libération* voue une infinie reconnaissance à l'iconographie, celle des photoreporters, mais aussi

des photographes de mode, des portraitistes, des conceptualistes. Au fil des ans, notre passion pour la photographie dans tous ses états ne s'est jamais démentie. Non pas pour «faire joli», «faire choc» ou illustrer, mais parce que la photo a l'œil sur les mœurs et usages de notre monde.

Choisir l'ouverture du salon Paris Photo, au Grand Palais, pour «installer» des images blanches dans toutes nos pages

comporte, bien sûr, un engagement de notre part. Il ne s'agit pas d'un deuil, nous n'enterrons pas aujourd'hui l'art photographique et toutes les photos escamotées se retrouvent réduites sur une double page. Nous rendons, au contraire, à l'image l'hommage qui lui revient. Mais nul n'ignore la situation calamiteuse où se trouvent les photographes de presse, en particulier les reporters de guerre, qui mettent leur vie en dan-

ger pour à peine la gagner. Quant à ceux exposés pour quatre jours au Grand Palais par des galeristes avisés, leur sort apparemment plus enviable est en réalité un miroir aux alouettes : le marché de la photographie est en pleine confusion.

L'abstraction possède une vertu irremplaçable quand elle est claire et radicale : elle met en lumière les évidences oubliées.

*Lire aussi pages 22-23*



# Libération

## Injures racistes, incitation à la haine

# ASSSEZ

Dernière attaque en date contre Christiane Taubira, la une nauséabonde de «Minute» provoque enfin une prise de conscience face au racisme qui se banalise.

LES TRIBUNES DE VIRGINIE DESPENTES, FRANÇOISE HÉRITIER ET CHRISTOPHE GIRARD, PAGES 2-5



## ÉDITORIAL

Par FABRICE ROUSSELOT

## Assez!

Assez! Comme un cri de colère. Une envie d'en finir avec l'odieux. Assez de ces dérives racistes et discriminatoires qui polluent l'espace public. Assez de ces insultes que l'on met en une d'un magazine – si extrémiste soit-il – et que l'on ose justifier ensuite par le biais de la satire. Les attaques dont est victime Christine Taubira depuis des semaines sont nauséabondes et dangereuses. Elles viennent affaiblir le pacte républicain et il faut le dire. Assez donc! Parce que l'indignation est légitime et partagée. Mais aujourd'hui, le seul constat de ces outrances ne suffit plus. En s'exprimant dans *Libération* la semaine dernière, et en regrettant que nulle «*belle et haute voix*» ne se soit levée pour la soutenir, la garde des Sceaux a provoqué une onde de choc salutaire. Tout d'un coup, un frémissement – même infime – contre l'ignoble se fait sentir, autour de nous, dans les prises de position à l'Assemblée nationale, sur les réseaux sociaux. C'est parce que *Libé* veut participer à ce mouvement que nous avons décidé de créer une page Facebook qui s'intitule «*Assez*» (*lire ci-contre*). Afin que chacun puisse remplir son rôle citoyen et vienne crier sa révolte contre les incitations à la haine qui se banalisent dans notre quotidien. Il est de la responsabilité de tous – associatifs, politiques, opinion publique – de se faire entendre dans ce combat contre l'intolérance qui nous gangrène. Et de résister à cette parole xénophobe qui nous menace.

## REPÈRES

Après les insultes visant Christiane Taubira, dont la une de «Minute», les initiatives citoyennes se multiplient.

# Racisme: l'heure du sursaut

Par LAURE BRETTON  
et ALICE GÉRAUD

Son «*sursaut républicain*» a commencé devant la télé. Lorelei Mirot, étudiante en sciences politiques à Paris, regarde les cérémonies du 11 Novembre. Elle entend les sifflets face au chef de l'Etat, parle d'un «*dé-clic*». Et décide de lancer une page Facebook appelant à «*une marche des républicains*» le 8 décembre. Au même moment, à Grenoble, un autre étudiant en sciences politiques crée un compte Twitter Marche des républicains.

Tous deux sont militants PS. Ce qui leur vaut depuis le soupçon de manœuvrer pour leur parti. Lorelei Mirot, assistante parlementaire stagiaire du député socialiste Yann Galut, s'en défend mordicus. «*C'est vraiment parti de jeunes comme nous. On tient d'ailleurs à ce que ce soit un événement qui rassemble tous*

*les partis républicains*», explique-t-elle. Hier soir, ces jeunes militants se retrouvaient dans un café à Paris pour déterminer comment gérer la suite. En quelques jours, leur page Facebook s'est enrichie de plus de 6 500 «likes» révélant un engouement, y compris politique, qu'ils n'avaient pas anticipé.

Au gouvernement, tout en approuvant la démarche, on marche sur des œufs avec cette marche des républicains. Au plus bas dans les sondages, alors que la majorité doute, pas question de prendre le risque, en plus, d'être accusé de récupération. «*Le droit à manifester est fondamental et c'est tou-*

*jours utile d'entendre une forme de sursaut républicain et un rappel des fondamentaux, qui font le vivre-ensemble*», a salomé hier la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem.

**INDIFFÉRENCE.** La une raciste de *Minute* mardi, titrant «*Maligne comme un singe, Taubira retrouve la banane*», a fait passer le sursaut dans une autre dimension. Des propos «*d'une extrême violence*» qui «*prétendent m'expulser de la famille humaine, dénie mon appartenance à l'espèce humaine*», a réagi hier soir la ministre de la Justice sur France 2. Fin octobre, alors que les cris d'une enfant à l'encontre de la garde des Sceaux en marge d'un déplacement

à Angers – «*La guenon, mange ta banane*» – avaient suscité d'assez molles réactions politiques, Steevy Gustave, élu socialiste de Brétigny-sur-Orge (Essonne), lançait une pétition contre le racisme. Celle-ci végétait dans l'indifférence générale alors même que Christiane Taubira dénonçait dans *Libération* des réactions pas «*à la mesure*». Intitulée «*France, ressaisis-toi*», la pétition a connu un succès subit ces derniers jours. Hier soir, elle frisait

Jean-Marc Ayrault et Christiane Taubira, à la sortie du Conseil des ministres, le 30 octobre, à l'Elysée. PHOTO BRUNO CHAROY



## UNE PAGE FACEBOOK CONTRE LE RACISME

*Libération* inaugure aujourd'hui la page Facebook «*Racisme, incitation à la haine: ASSEZ*». Cette page est ouverte à tous ceux qui partagent notre indignation et veulent se regrouper pour l'exprimer. Cette page est une page commune, destinée à accueillir vos écrits, vos témoignages, vos initiatives et tous vos «likes» de soutien. Venez y apporter vos témoignages sur les discriminations et le racisme au quotidien, venez y manifester votre indignation, votre colère ou votre émotion. Cette page a aussi vocation à diffuser l'agenda des manifestations que vous organisez partout en France, les réunions ou les comités locaux qui se multiplient. Le dispositif sera complété par un dossier sur le site de *Libération*.

## L'ESSENTIEL

## LE CONTEXTE

La parole raciste est de plus en plus libérée.

## L'ENJEU

Plus aucun acte ou propos xénophobe ne doit être toléré.

## SIX ANNÉES DE DÉRAPAGES

► **26 juillet 2007** Dans son discours de Dakar, Nicolas Sarkozy déclare: «Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire.»

► **8 juin 2009** Devant une caméra de Direct 8, le maire d'Evry, Manuel Valls, dit à un collaborateur, dans les allées d'une brocante: «*Tu me*

*mets quelques Blancs, quelques white, quelques blancsos.*»

► **9 septembre** Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, à propos d'un militant UMP de père algérien: «*Il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes.*»

► **14 décembre** Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la Famille, explique que ce qu'elle



«Pris de vertige», l'historien Maurice Olander analyse la résurgence contemporaine du racisme

## «L'oubli des formules qui blessent, des mots qui tuent»

**H**istorien à l'École des hautes études en sciences sociales, fondateur et éditeur de la Librairie du XXI<sup>e</sup> siècle aux éditions du Seuil, Maurice Olander travaille depuis de très longues années sur le racisme. Il est notamment l'auteur de *Race sans histoire* (Points).



OLIVIER DION

### Comment analyser l'irruption actuelle de propos racistes dans l'espace public ?

Sans vouloir dissoudre l'actualité dans une longue durée, je ne vous cache pas que face aux discours racistes récurrents, l'historien est pris de vertige. Faudra-t-il toujours et encore dire et redire les mêmes choses – comme si la mémoire n'avait d'autre consistance que l'oubli des formules qui blessent, des mots qui tuent ? Comme si toute parole publique ne devait pas être d'abord de responsabilité sémantique ? Pourquoi tant de précautions ? D'abord pour une raison paradoxale, qui vaut la peine d'être rappelée : le mot «race» raconte l'histoire d'un vocable qui a mal tourné. Ne s'agissait-il pas d'un des plus beaux mots de la langue française ? Ouvrez un dictionnaire. «Race» est synonyme de famille, filiation, ascendance et descendance. Pourtant, c'est ce même mot qui a contribué à légitimer au XX<sup>e</sup> siècle des génocides et, de façon différente et spécifique, diverses pratiques coloniales dont on n'a pas fini de mesurer les effets sur l'actualité politique, économique et culturelle mondiale. Or si le XIX<sup>e</sup> siècle occidental a créé la notion moderne de «race» et les pratiques de «racisme» – un mot qui apparaît en 1902 –, ce sont aussi des auteurs des années 1880 qui tirent l'alarme. Ainsi, un professeur au Collège de France, James Darmesteter, spécialiste du persan, souligne le «danger social contenu dans le mot race». Et quand ce même auteur réfléchit à ce que sont les guerres dans l'histoire, conflits économiques, territoriaux ou guerres de religions, il précise aussitôt que si l'on devait un jour assister, non plus à «un choc de deux traditions» qui «finissent toujours par s'adapter l'une à l'autre», mais à une lutte entre «races», il ne s'agirait plus, écrit-il en 1883, d'une guerre mais d'une «extermination». Ce ne serait plus de l'hostilité «entre deux hommes mais entre deux vertébrés d'ordre différent».

### Comment lire alors les manifestations contemporaines du racisme ?

L'évocation d'un texte ancien permet d'éclairer notre actualité. Quand Christiane

Taubira parle d'une «attaque au cœur de la République» [lire Libération du 6 novembre, ndlr], elle a raison de rappeler qu'il ne s'agit pas uniquement de son cas propre mais de «millions de personnes qui sont mises en cause quand on [la] traite de guenon». Avec nos éclai-

reurs du XIX<sup>e</sup> siècle, dont les livres dorment sur les rayons de nos bibliothèques et qui se battaient déjà contre leurs collègues raciológicos, c'est le genre humain dans son humanité entière qui est atteint par les visions du monde que supposent les conceptions raciales de l'histoire humaine. Si le racisme n'a cessé de se développer ces dernières années, il suffit de relire à ce propos la presse internationale au moment de la première élection d'Obama, l'idée de «race» ne correspond plus aujourd'hui à aucune définition précise : c'est

même la plasticité de ce terme, son côté fourre-tout, qui lui assure ses usages multivoques. Mais là encore rien n'est simple. Car à cette plasticité s'articule de l'indélébile (ce qui ne s'efface pas et demeure perpétuel), de l'invariable (ce qui est indéboulonnable), du substantiel (ce qui appartient à l'essence) et bien sûr de l'essentiel (ce qui est originaire, primordial, voué à se perpétuer sans fin).

### Comment lutter contre ces discours racistes ?

Face aux problèmes, innombrables dans toute société, les solutions ne sont jamais simples et ce n'est pas à l'historien du passé d'apporter des réponses. Peut-être faut-il rappeler quelques constats élémentaires : toute communauté humaine se transforme dans l'histoire. Or, raciser un groupe, une population, c'est l'assigner dans un passé sans avenir – et plutôt que de traiter ce que peuvent être effectivement des problèmes politiques, économiques, culturels, voire religieux, problèmes qui font partie de l'histoire des sociétés humaines, il est plus simple d'assigner l'autre à un rôle sans histoire : sans devenir. Lorsqu'enfant (je suis né juif polonais en 1946), il m'arrivait d'être injurié par des passants, ils me disaient quoi ? «Tu es comme tes parents et tes enfants seront comme toi.» Ce qui m'était alors signifié, c'est que j'étais, comme tous ceux qui faisaient partie de cette même humanité stigmatisée, aux limites de l'humain, entre bête et diable, incapable de changer quoi que ce soit à un «destin» – terme à la fois biologique et théologique. Ce qui m'était alors asséné, c'est : «Vous, vous êtes toujours les mêmes !»

Recueilli par SYLVAIN BOURMEAU

les 44 000 signataires et elle est désormais relayée par SOS Racisme. Les initiatives se multiplient. Aujourd'hui, un rassemblement à Bordeaux. Hier, le directeur de Mediapart, Edwy Plenel, qui appelait à une marche le 3 décembre, date anniversaire de la marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983.

**CONTRE-OFFENSIVE.** Ces «sursauts républicains» surviennent à point nommé pour un exécutif qui peine à trouver la

formule pour marquer les trente ans de la «marche des Beurs». Après le silence entourant les premières attaques racistes contre la garde des Sceaux, le Premier ministre ne lésine pas depuis quarante-huit heures sur la contre-offensive, judiciaire et politique. «Quand on s'attaque à Christiane Taubira, c'est sûrement une blessure personnelle, mais c'est aussi une fonction que l'on attaque et c'est la République que l'on abîme», a dit hier Jean-Marc Ayrault à l'Assemblée. ◆

attend «du jeune musulman, quand il est français, c'est qu'il aime son pays, c'est qu'il trouve un travail, c'est qu'il ne parle pas le verlan, qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers».

► **30 juillet 2010** Nicolas Sarkozy, dans son discours de Grenoble : «La nationalité française doit pouvoir être retirée à toute personne d'origine étrangère qui aurait

volontairement porté atteinte à la vie d'un fonctionnaire de police ou d'un militaire de la gendarmerie ou de toute autre personne dépositaire de l'autorité publique.»

► **8 mars 2012** La députée UMP Chantal Brunel suggère de «remettre dans les bateaux» les «populations qui viennent de la Méditerranée».

► **22 juillet 2013** Le maire UDI de Cholet

(Maine-et-Loire), Gilles Bourdoleix, dit des gens du voyage que «Hitler n'en a peut-être pas tué assez».

► **17 septembre** Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, déclare sur France Inter que les Roms «ont vocation à retourner en Roumanie ou en Bulgarie» et juge leur mode de vie «en confrontation» avec «les nôtres».

► **17 octobre** Une candidate FN aux municipales, Anne-Sophie Leclere, compare la ministre de la Justice, Christiane Taubira, à un singe et affirme qu'elle «préfère la voir dans un arbre [...] qu'au gouvernement».

► **25 octobre** La garde des Sceaux est accueillie à Angers par des enfants de militants de la «manif pour tous» aux cris de «la guenon, mange ta banane».



# «C'est vous, madame, la "belle et haute voix"»

Par **VIRGINIE DESPENTES**  
Ecrivaine et cinéaste

Le journal *Minute* fait de l'humour raciste. Rien d'étonnant. Leur jeu de mots est pourri, on voit que les gars ne doivent pas rigoler souvent. Quoi de neuf ? Le neuf, ce n'est pas que l'extrême droite soit convaincue qu'on puisse juger quelqu'un à la couleur de sa peau – ça va avec leur idée qu'on peut préjuger du comportement de quelqu'un selon son sexe biologique. Certains sont racistes, ils votent FN. Ils sont relativement nombreux. Nous le sommes davantage. Nous avons tou-

jours vécu dans un pays où nous n'étions pas tous d'accord, et être de gauche c'est justement croire qu'on peut cohabiter sans avoir recours à la torture, ni construire plus de prisons que de salles de concerts. Que l'extrême droite s'exprime n'est pas un problème. Le problème, c'est la fascination des médias, la fascination du PS, la fascination du Front de gauche pour l'électorat FN. Les ventes de *Minute* exploseront probablement, sur un numéro, mais en attendant ce n'est toujours pas, loin s'en faut, un journal à grand tirage. Alors pourquoi, depuis environ quatre ans, doit-on se fader Marine, louve des neuneus, et son Front national à toutes les sauces ? On finit par avoir la sensation d'assister à une promotion acharnée qui vise, au finale, à vendre au peuple l'idée qu'il n'a qu'un seul désir : voter FN. On l'assène avec les mêmes méthodes qu'on utilise pour lui faire croire qu'il doit changer de voiture. Façon pubard – lavage de cerveau par répétition. On a engagé les journalistes et placé leurs rédacteurs en chef en fonction d'un critère unique : qu'ils n'aillent pas déranger les annonceurs, qu'ils se contentent de remplir les intervalles libres entre deux publicités. Or les annonceurs voyagent. Ils traversent la Chine, Cuba, la Russie – ils reviennent en France et rêvent de transformer le pays, d'en faire un lieu merveilleux où on pourrait tirer sur les ouvriers récalcitrants, massacrer les manifestants, engoûler les contestataires et faire trimmer ceux qui restent dimanche et nuit comprises, sans tenir compte du droit du travail. Depuis qu'ils ont découvert que ça n'avait rien d'incompatible avec le libéralisme, ils rêvent d'un système autoritaire. C'est pourquoi Marine glisse un peu de communisme dans son programme de devanture.

Et les grands patrons-annonceurs de se frotter les mains : ils vont finir par l'obtenir, leur dictature. Un peuple à genoux, obligé de fermer sa gueule et à qui on pourra venir raconter qu'il l'a bien cherché, son régime fasciste, et des dirigeants triomphants. Car n'oublions pas qu'il y a de grands gagnants à la crise qui massacre l'Europe, et ce ne sont ni les Roms, ni les Arabes, ni les pédés.

Christiane Taubira s'étonnait de ce qu'aucune «belle et haute voix» ne se soit élevée pour la défendre, et en l'écoutant j'avais envie de lui dire : c'est vous, madame, la belle et haute voix. Nous pensons que vous feriez une formidable présidente de notre République. Nous attendons que vous vous présentiez, parce que nous pensons que vous êtes capable de prendre le pouvoir

sans focaliser sur les quatre ploucs qui sortent des vanes moisies quand ils voient quelqu'un qui n'est pas blanc, ni sur les hétéros attardés qui craignent plus le mariage gay que le Fonds monétaire international. Une

seule réponse est possible face à la propagande raciste : construire un monde qui évolue. Il y a, parfois, de grandes figures providentielles. L'extrême droite est en train de faire de vous une figure héroïque, historique. Et, pour nous qui ne voterons jamais pour eux, quand bien même voudrions-nous faire dans la contestation, votre voix, désormais, est celle que nous désirons écouter.

# «C'est la France qui est visée»

Par **CHRISTOPHE GIRARD**  
maire du IV<sup>e</sup> arrondissement de Paris  
et **GUILLAUME PIGEARD DE GURBERT**  
professeur de philosophie

Nous accusons la communauté extrémiste de porter atteinte à la France. Quand une minorité se permet de couvrir un membre du gouvernement d'injures racistes, quand la mémoire de ceux qui ont combattu pour notre liberté est salie, quand un journal prête sa une à l'immonde, c'est la France qui est visée. La réponse est-elle à la mesure de l'affront fait à la nation tout entière ? Quand un tel tort est porté à la garde des Sceaux, c'est non seulement sa personne, mais aussi le peuple français qu'elle représente qui est injurié. Attaquer ainsi la ministre de la Justice, c'est porter deux fois atteinte au fondement même de notre République en méprisant la loi qui punit le racisme comme un délit, ainsi que la justice elle-même, qu'incarne pour nous tous Christiane Taubira. Insulter la garde des Sceaux, c'est rompre avec le pacte républicain et le réduire aux dimensions d'un extrémisme réactionnaire, imbécile et aveugle. Allons-nous laisser une minorité injurier impunément la France tout entière ?

Dans le silence actuel et dans la timidité des réponses à l'affront national qui nous est causé là, on ne peut nier qu'on devine une gêne profonde autrement inquiétante. Les Français attendent de nous, républicains engagés à gauche, de venir à bout des faux problèmes qui ont monopolisé le débat politique pendant les années Sarkozy.

Or, la responsabilité intellectuelle et politique

revient à tous ceux qui se font les promoteurs d'une prétendue identité française malheureuse et en déclin. On évoque souvent, comme premier jalon de ce déclinisme, le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy. Mais qui a dénoncé son caractère anticonstitutionnel ? Pourtant, en soutenant que «la nationalité française doit pouvoir être retirée à toute personne d'origine étrangère», l'ancien président de la République s'était affranchi de la Constitution qui dispose qu'en France il n'y a pas des Français et d'autre part des «personnes d'origine étrangère» ayant la nationalité française, il n'y a que des citoyens, sans origine, ni race ni religion.

Au-delà des bancs des hémicycles parlementaires et de la solidarité gouvernementale, la parole semble tétanisée autour des bananes brandies contre la garde des Sceaux. En assumant silencieusement la propagande de l'extrême droite, reprise subrepticement et à des fins électoralistes par une partie de la droite, c'est le pacte républicain qui est compromis. Valider les problèmes de l'extrême droite, c'est la légitimer, sans qu'elle ait besoin de se dédramatiser.

Le fait est aussi que Christiane Taubira a endossé la fonction de garde des Sceaux avec une hauteur de vue qu'on avait presque oubliée, tant la pensée politique s'est perdue depuis trop longtemps dans la paresse des slogans et dans l'affolement des scoops. Cette exigence politique et morale qui est la sienne, et qu'elle

suit depuis le début de son exercice, est devenue la cible de ceux qui s'appuient sur la paresse et la malhonnêteté intellectuelles pour prospérer. Sous les attaques racistes adressées à

Christiane Taubira, on devine aussi cette haine populiste de la pensée et de la culture.

Les citoyens sont conscients – et parfois pâtissent – d'une mondialisation mal régulée et mal assimilée. Les avancées de la technologie, le rapport à la culture, notre conception de la laïcité façonnent l'identité d'un peuple, mais ne peuvent pas conduire à banaliser les racismes. L'heure est à l'élargissement des imaginaires politiques, des différences qui alimentent notre identité, pour qu'ils soient en mesure d'influer sur le cours du monde au lieu de le laisser aux serres des rapaces. La politique ne pourra insufler un autre ordre au monde qu'en se situant à son échelle.

Il nous faut manifestement encore des efforts si nous voulons, non pas seulement nous dire républicains, mais l'être pour de bon, avec une identité assumée et sans racismes populistes et de complaisance ou mondains. Il n'y a plus de temps à perdre si nous ne voulons pas laisser repeindre notre drapeau bleu blanc rouge par une minorité extrémiste qui rêve d'enfermer la nation à l'intérieur des frontières étroites de son communautarisme illusoire et nostalgique d'un pays qui n'a jamais existé. Les racines de la France, unies dans leur diversité vivante, ne sont pas cette chose morte que moquait déjà Molière dans *l'Ecole des femmes* : une souche.



Pour l'anthropologue Françoise Héritier, il ne faut pas laisser la place à ceux qui visent «l'étranger, le Noir, le basané».

# «Un passé que nous pensions révolu»

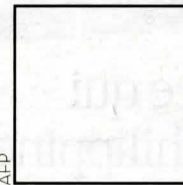
Anthropologue, professeure honoraire au Collège de France, Françoise Héritier estime qu'il est urgent de sortir de la stigmatisation et nécessaire de «voir dans l'autre l'universel, et donc le même, plutôt que le radicalement autre». Elle vient de publier *le Goût des mots* (Odile Jacob).

«Je m'en suis voulue de ne pas avoir réagi à la manière de Christine Angot [dans *Libération* le 7 novembre, ndr], d'être cette belle et haute voix qu'appelaient de ses vœux la ministre Christiane Taubira dans son interview à *Libération* la semaine dernière. Sans doute était-ce, de ma part, de la modestie mal placée, mais je ne me sentais pas légitime pour répondre. Christine Angot a fait ce que nous aurions dû tous faire, je lui dis bravo. Il ne faut pas laisser la place à tous ceux qui disent halte à l'étranger, au Noir, au basané, à celui qui est différent de nous. La référence à la banane nous projette dans un passé lointain que nous pensions révolu, celui de la "bonne colonisation", avec le chocolat Banania... Nous retrouvons aussi à l'œuvre des logiques parfois de gauche, parfois philosophiques, qui jouent du débat sur l'identité.

«Je pense qu'il est temps, à l'école, que l'éducation civique rappelle le respect que l'on doit aux autres, quelle que soit la couleur de la peau. A partir de notre singularité et celle des autres, nous devrions pouvoir apprendre aux enfants qu'elles débouchent sur de l'universel, à tous les niveaux. Voir ainsi dans l'autre l'universel, et donc le même, plutôt que le radicalement autre. Sans nous interroger, nous faisons de la différence quelque chose qu'elle n'implique pas : un rapport

de supérieur à inférieur qui va toujours ou presque dans le même sens – différence sexuée, différence d'âge (avec ses basculements temporels), différence de couleur, d'origine, de religion, de niveau d'éducation, de métier... Comme si était transmise à tout être humain l'idée qu'une société ne peut qu'être hiérarchisée à partir des différences jugées significatives par une culture.

«J'ai du mal à expliquer le contexte actuel. On peut sans doute le mettre en liaison avec d'autres faits, comme la montée du Front national. Pourquoi cette idéologie marche-t-elle ? Il faudrait des armées de sociologues et d'anthropologues pour analyser la situation. Certes, il y a aujourd'hui en France des gens qui souffrent, ce que l'anthropologue, Colette Pétonnet, appelait "le fond du panier". Mais la moyenne des Français vit plutôt correctement,



AEP

draît s'acquitter d'un devoir de solidarité nationale à hauteur de ce qu'il nous rapporte ("j'en veux pour mes sous").

«Je pense que ce sens perdu de la solidarité nationale va de pair avec

une baisse de la civilité ordinaire. Un feu rouge grillé, une moto qui monte sur un trottoir... autant de petits faits qui nourrissent aussi une perte de sens moral. Tout est ainsi lié...

«Dans les années 60, l'anthropologue Colette Pétonnet, que je relis en ce moment, travaillait sur le relogement des populations des bidonvilles dans les grands ensembles urbains. Elle montre comment ces populations ont été coupées de tout, obligées de repartir de zéro. Il était indispensable à ces personnes de recréer de la sociabilité entre elles, mais cela leur fut très difficile, et parfois elles n'y réussirent pas.

«Certes, il est nécessaire et indispensable de pourvoir aux besoins élémentaires d'une population (logement, eau, chauffage...), mais il est tout aussi urgent de conserver une forme de sociabilité, d'entretenir un rapport de convivialité avec les autres. Je pense aussi qu'il serait primordial d'apprendre aux gens à s'aimer eux-mêmes et à s'aimer pour ce qu'ils sont. Au-delà des désirs de fortune et de possession de biens matériels, nous sommes faits de la sédimentation de toutes nos expériences quotidiennes. Il faut les reconnaître comme telles. Et c'est ce bonheur au quotidien qu'il faut valoriser et apprendre aux enfants à reconnaître chez autrui.»

«Certes, il est nécessaire et indispensable de pourvoir aux besoins élémentaires d'une population (logement, eau, chauffage...), mais il est tout aussi urgent de conserver une forme de sociabilité, d'entretenir un rapport de convivialité avec les autres. Je pense aussi qu'il serait primordial d'apprendre aux gens à s'aimer eux-mêmes et à s'aimer pour ce qu'ils sont. Au-delà des désirs de fortune et de possession de biens matériels, nous sommes faits de la sédimentation de toutes nos expériences quotidiennes. Il faut les reconnaître comme telles. Et c'est ce bonheur au quotidien qu'il faut valoriser et apprendre aux enfants à reconnaître chez autrui.»

Recueilli par CÉCILE DAUMAS

Prouver l'«injure à caractère racial» n'est pas si aisé.

## «Minute» à l'heure de la justice

Une feuille de chou d'extrême droite de seize pages, imprimée sur un papier de prospectus de supermarché, lue par quelques milliers de personnes, a déclenché l'indignation générale. En référence aux insultes racistes visant la garde des Sceaux, le *Minute* de cette semaine affiche Christiane Taubira en une avec ces mots «Maligne comme un singe, Taubira retrouve la banane». Le gouvernement a réagi dès mardi soir et la diffusion de la couv sur les réseaux sociaux : le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a saisi le parquet de Paris, qui a ouvert une enquête pour «injure publique à caractère racial». Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, lui, réfléchissait aux «moyens d'agir contre la diffusion» du journal. Pourtant hier matin, *Minute* était bien en vente, le parquet ne l'a pas assigné en référé, qui aurait pu déboucher sur le retrait du titre des kiosques. «Le mal a déjà été fait», a estimé le parquet. Autre procédure possible, le ministre de l'Intérieur peut interdire, selon un article de la loi de 1949, «de vendre à des mineurs les publications [...] susceptibles d'inciter au crime ou à la violence, à la discrimination ou à la haine contre une personne déterminée ou un groupe de personnes». Place Beauvau, on continue «d'étudier ce dossier très technique», sans en dire plus.

Sur le fond, les magistrats devront prouver que derrière des expressions communes et populaires («avoir la banane», «maligne comme un singe»), l'intention des journalistes était bien d'injurier une femme noire. «Identifier l'existence d'une injure est toujours difficile, et il y a fort à parier que Minute cherchera à invoquer le trait d'humour ou la dimension satirique de leur une, explique Nicolas Hervieu, du Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux de l'Université Paris-Ouest. Mais je doute que cela puisse être retenu, tant la ligne rouge a ici été clairement franchie.» On retrouve le conflit classique entre deux priorités du droit contemporain : protéger la liberté d'expression d'une part, les individus de l'autre. «La Cour européenne des droits de l'homme protège vigoureusement la liberté d'expression dans le débat public, notamment le droit de satire, poursuit le chercheur. Mais lorsque l'on arrive sur le terrain du racisme et de la discrimination, cette protection privilégiée s'évapore. La Cour européenne en vient même à être plus sévère envers ceux dont la parole porte fort dans l'espace public.»

SONYA FAURE et ISABELLE HANNE

Manifestation contre le racisme et en soutien à Christiane Taubira, lundi, à Angers.

PHOTO L. BEAUVALLET. OUEST FRANCE. MAXPPP